

# **RÈGLEMENT DE L'APPEL À PROJETS - MISE EN TOURISME DES ACTIVITES CARNAVALESQUES**

## **ARTICLE 1 : ORGANISATION DE L'APPEL À PROJETS**

La Région Guadeloupe, Avenue Paul Lacavé\_97100 BASSE-TERRE, représentée par son Président, Monsieur Ary CHALUS, lance L'APPEL À PROJETS - MISE EN TOURISME DES ACTIVITES CARNAVALESQUES (ci-après dénommé « l'appel à projets »), selon les modalités du présent règlement, et accessible depuis le site [www.regionguadeloupe.fr](http://www.regionguadeloupe.fr) visant à retenir 12 groupes de carnaval (maximum) qui seront accompagnés dans la mise en marché de produits touristiques inspirés de leur identité carnavalesque, en vue d'un déploiement durant l'année 2026.

A noter que l'ensemble des droits de propriété relatifs aux produits touristiques créés revient exclusivement aux groupes de carnaval accompagnés.

## **ARTICLE 2 : L'APPEL À PROJETS - MISE EN TOURISME DES ACTIVITES CARNAVALESQUES**

Dans le cadre de ses missions d'accompagner à la diversification de l'offre touristique, afin de proposer aux visiteurs de vivre des expériences touristiques mêlant authenticité et diversité, à l'image de l'archipel, la région Guadeloupe souhaite mettre à l'honneur le savoir-faire des acteurs du carnaval du territoire, ainsi que les richesses et la diversité des groupes carnavalesques. C'est la raison pour laquelle la collectivité régionale, en collaboration avec ses partenaires, propose l'appel à projets - mise en tourisme des activités carnavalesques qui s'inscrit dans une démarche de valorisation du patrimoine des îles de Guadeloupe.

L'appel à projets a pour objectif :

- d'amorcer la création d'une vraie filière touristique autour du carnaval de Guadeloupe ;
- de renforcer l'attractivité du territoire ;
- de créer de nouvelles opportunités économiques pour les groupes.

## **ARTICLE 3 : ORGANISME RESPONSABLE**

Collectivité Régionale de la Guadeloupe

Direction du Tourisme / Service Stratégie Touristique et Attractivité du Territoire.

Pour des raisons organisationnelles, la région Guadeloupe se laisse la possibilité d'adapter toutes les dates sans que sa responsabilité ne puisse être engagée.

## **ARTICLE 4 : PUBLIC CONCERNÉ**

Cet appel à projets s'adresse aux groupes de carnaval guadeloupéens engagés dans la valorisation et la transmission du patrimoine local :

- Groupes à « po »
- Groupes à « synthé »
- Groupes à « caisses claires »
- Groupes à « mas »
- Groupes « traditionnels »

Les candidats doivent résider et exercer en Guadeloupe.

En cas d'absence répétée, de non-participation ou de non-respect des engagements, la Collectivité régionale se réserve le droit de :

- Mettre fin à l'accompagnement du groupe ;
- Attribuer la place à un autre groupe inscrit en liste complémentaire.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ**

Pour être éligible, le groupe de carnaval candidat doit remplir l'ensemble des conditions suivantes :

### **5.1. Statut et organisation**

- Être déclaré en association Loi 1901 ou structure équivalente.
- Disposer d'un bureau actif et d'une gouvernance identifiée.
- Être constitué depuis au moins 2 ans.
- Disposer d'une adresse électronique.

### **5.2. Activités et projets**

- Participer régulièrement aux manifestations carnavalesques en Guadeloupe.
- Avoir une identité artistique claire (esthétique, musique, costumes, narration...).
- Être motivé pour développer un produit ou service touristique (spectacle, atelier, immersion, visite, expérience, etc.).
- Être disponible pour un accompagnement entre 2025 et 2026 (1 référent pour suivre la formation et une équipe pour assurer la commercialisation des produits)

### **5.3. Engagements du groupe**

- Participer à l'ensemble des temps de travail (formation, ateliers, rencontres professionnelles).
- Travailler conjointement avec le consultant désigné et la Région Guadeloupe
- Fournir les informations nécessaires (précisez) à l'avancement du projet.
- Être disponible pour des tests, résidences, présentations ou captations (selon calendrier fourni ultérieurement).

## **ARTICLE 6 : DOSSIER DE CANDIDATURE**

Le dossier doit être transmis complet et doit comporter les éléments suivants :

### **6.1. Formulaire de candidature**

Formulaire téléchargeable sur le site de la Région Guadeloupe : <https://regionguadeloupe.fr>

### **6.2. Présentation du groupe**

- Historique (1 page max.)
- Composition du groupe (nombre de membres, rôles, organisation)
- Esthétique et caractéristiques artistiques
- Activités principales des dernières années
- Photos ou visuels représentatifs (facultatif mais recommandé)
- Actions culturelles durables mises en place.

### **6.3. Motivations pour intégrer le projet**

- Opportunités de développement pour l'association

- Perspectives souhaitées pour un produit touristique
- Engagement dans la valorisation du patrimoine local

#### 6.4. Pièces à transmettre

- Courrier de présentation
- La lettre de motivation (cf. point 6.3)
- Documentation visuelle
- Statuts de l'association
- Récépissé de déclaration
- Composition du Conseil d'Administration et du bureau en exercice
- Dernier rapport d'activité du dernier exercice
- Etat financier certifié des deux derniers exercices comptables clos
- Attestation d'assurance
- Attestation d'engagement annexée au règlement (cf. annexe 2)
- RIB avec IBAN

### ARTICLE 7 : CRITÈRES DE SÉLECTION

Critères	Valeur en points
Qualité et structuration du groupe	20 points
Identité artistique et ancrage culturel	20 points
Potentiel touristique du projet	45 points
Motivation et engagement	15 points
<b>Total</b>	<b>100 points</b>

Les dossiers seront évalués selon la grille de sélection détaillées sur 100 points ci-jointe.  
Un minimum de 70 points est nécessaire pour être retenu.

### ARTICLE 8 : MODALITÉS DE DÉPÔT DU DOSSIER

Par voie électronique : dto@regionguadeloupe.fr	En dépôt physique : CONSEIL RÉGIONAL DE LA GUADELOUPE Direction du tourisme Rue Paul Lacave - PETIT PARIS 97109 BASSE TERRE CEDEX Tel : 0590 80 40 40 Fax : 0590 81 34 19
----------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Date limite de dépôt : **9 janvier 2026 jusqu'à 12h00.**

La période de candidature est ouverte jusqu'au 9 janvier 2026 jusqu'à 12h00. La collectivité régionale se réserve le droit de rejeter tout dossier incomplet ou transmis hors délai.

### ARTICLE 9 : PROCESSUS DE SÉLECTION

1. Réception des candidatures

2. Vérification de l'éligibilité par la Direction du tourisme
3. Évaluation des dossiers par l'équipe régionale
4. Classement des dossiers selon les critères (annexe 1. Grille d'évaluation)
5. Sélection finale des 12 groupes (max.) retenus
6. Notification officielle par mail à chaque candidat (liste principale : 12 candidats et liste complémentaire : 10 candidats)
7. Signature d'un engagement de participation

## **ARTICLE 10 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

- Lancement de l'appel à projets : décembre 2025
- Date limite de dépôt : 9 janvier 2026 inclus
- Analyse des dossiers : janvier 2026
- Notification des résultats : janvier 2026
- Début de l'accompagnement : janvier 2026
- Promotion des premiers produits conçus : février 2026
- Mise en marché des produits conçus (vente & commercialisation) : avril 2026
- Suivi post-lancement : novembre à décembre 2026.

## **ARTICLE 11 : ACCOMPAGNEMENT PROPOSÉ AUX GROUPES SÉLECTIONNÉS**

- Diagnostic et sélection des types de produits à développer
- Ateliers collectifs pour la construction et la commercialisation de produits touristiques
- Accompagnement individuel pour affiner l'offre et préparer la mise en marché
- Accompagnement pour le pré-lancement et la mise en marché du produit
- Appui dans la promotion des produits touristiques créés

## **ARTICLE 12 : DROITS ET DEVOIRS DES CANDIDATS**

Les candidats retenus s'engagent à :

- Respecter le calendrier ;
- Participer activement aux activités obligatoires ;
- Fournir les informations utiles au suivi du projet ;
- Autoriser l'utilisation d'images et captations dans le cadre du projet.
- Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière de la région Guadeloupe dans le projet. A cet effet, la présence du logo régional sera obligatoire sur tous les supports d'informations et de publicité relatifs aux produits touristiques fléchés « FESTIVAVAL ». Sur les sites web, la mention de la contribution régionale devra paraître sur la page d'accueil.
- Le bénéficiaire apposera la plaque remise par la région rappelant le soutien régional sur un espace visible de son local.

La Collectivité s'engage à :

- Garantir un accompagnement avec un consultant spécialisé dans la création de produits touristiques ;
- Assurer la promotion institutionnelle des produits touristiques conçus et commercialisables ;
- Préserver les droits culturels et l'intégrité artistique des groupes ;

- Soutenir les petits investissements nécessaires pour vendre et commercialiser les produits touristiques.

## **ARTICLE 13 : AUTORISATION/CESSION DROIT À L'IMAGE**

Les Participants consentent à titre gracieux, pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits d'auteurs, le droit de capter, d'utiliser, d'exploiter et de représenter sa voix et son image sur tout support en relation avec l'appel à projets, notamment les photographies et les enregistrements vidéo ou sonore.

Les Participants reconnaissent accepter librement, et en connaissance de cause lors de leur inscription à l'appel à projets, de la mise en ligne, la reproduction et la représentation publique de leurs vidéos, photographies, local, animations diverses.

Les Participants autorisent la région Guadeloupe, à diffuser les vidéos/photos captées lors des différentes actions (formations, ateliers, promotion des produits touristiques « FESTIVAVAL ».)

Les Participants autorisent également les partenaires à diffuser les vidéos/photos dans le cadre de la communication faite autour de l'appel à projets sur les sites internet ou tout autre support sans que cela lui confère une rémunération, un droit ou un avantage quelconque autre que l'attribution des dotations en jeu.

Les participants autorisent expressément et gracieusement l'utilisation et la diffusion de leurs vidéos, photographies, produits touristiques carnavalesques sur le site Internet dédié à l'appel à projets, ainsi qu'à l'occasion de toute campagne publicitaire ou promotionnelle liée à l'appel à projets. Dans ce cas, aucune participation financière des intéressés, sous quelle que forme que ce soit, ne pourra être exigée.

## **ARTICLE 14 : DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Dans le cadre de l'appel à projets, la région Guadeloupe collecte des données personnelles des Participants, après que leur consentement ait été recueilli dans le cadre du dossier d'inscription.

Les engagements de la région Guadeloupe dans le cadre de l'appel à projets en matière de protection des données personnelles sont détaillés ci-après.

### 11.1. Responsable du traitement des données à caractère personnel

Le responsable du traitement de ces données à caractère personnel est la Région Guadeloupe, Avenue Paul Lacavé \_ 97100 BASSE-TERRE

### 11.2. Catégories de données personnelles traitées

Les données à caractère personnel collectées sont les informations que fournit le Participant en adressant à la région Guadeloupe le dossier d'inscription complété.

### 11.3. Finalités du traitement des données à caractère personnel

Les finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel sont les suivantes :

- Identification des personnes candidatant à l'appel à projets,
- Vérification que le candidat remplit les conditions de participation définies au présent règlement,
- Communication et promotion autour de l'appel à projets, des groupes de carnaval retenus, et plus largement du Carnaval guadeloupéen,
- Invitation des Participants à participer à une éventuelle nouvelle édition de l'appel à projets.

### 11.4. Base juridique du traitement

Le traitement repose sur le consentement du Participant souhaitant participer à l'appel à projets, consentement recueilli dans le formulaire d'acceptation expresse et sans réserve du présent règlement, signé par le Participant.

Il est administré conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et du règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et des autres dispositions légales en vigueur.

#### 11.5. Destinataires des données à caractère personnel

Les destinataires des données à caractère personnel sont les agents publics de la région Guadeloupe, en charge de l'organisation de l'appel à projets.

#### 11.6. Durée de conservation des données à caractère personnel

Les données personnelles étant nécessaires à l'invitation des candidats à participer à une éventuelle nouvelle édition de l'appel à projets seront conservées pendant une durée de deux (2) ans après la date de fin de ce dernier, à moins que le Participant ne manifeste avant son intention de ne plus participer à l'appel à projets ou de ne plus voir conservées ses données personnelles, et ce via une demande effectuée par ses soins adressée à l'adresse électronique suivante : [dpo@regionguadeloupe.fr](mailto:dpo@regionguadeloupe.fr)

#### 11.7. Droits du candidat pouvant être exercés auprès du responsable du traitement

Les Participants sont informés de leur droit de demander et/ou indiquer à la région Guadeloupe via une demande effectuée par ses soins adressée à l'adresse électronique suivante [dpo@regionguadeloupe.fr](mailto:dpo@regionguadeloupe.fr) :

- l'accès à leurs données à caractère personnel ainsi que toute information disponible quant à leur source ;
- la rectification ou l'effacement de celles-ci ;
- une limitation du traitement de leurs données à caractère personnel ;
- leur opposition au traitement de leurs données à caractère personnel ;
- leur opposition à tout moment au traitement de leurs données à caractère personnel à des fins de prospection, y compris au profilage ;
- la portabilité de leurs données à caractère personnel ;
- le retrait, à tout moment, de leur consentement au traitement de leurs données à caractère personnel (sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci).

En tant que de besoin, il est stipulé que, l'exercice par un Participant de son droit à l'effacement de ses données à caractère personnel et/ou l'exercice de son droit de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel et/ou l'exercice de son droit à une limitation du traitement de ses données à caractère personnel et/ou de son droit de retirer son consentement à tout moment au traitement de ses données à caractère personnel (conformément aux stipulations susvisées) peut conduire à ne plus rendre possible la participation du Participant à l'appel à projets, de sorte que, en pareille hypothèse, à compter de l'exercice par le Participant desdits droits, celui-ci ne pourra plus prétendre à y participer.

## **ARTICLE 15 : DÉCISIONS DE LA RÉGION GUADELOUPE**

Toute question d'application ou d'interprétation du présent règlement, ou toute autre question imprévue qui viendrait à se poser, sera tranchée souverainement par la région Guadeloupe dans le respect des lois.

Dans tous les cas, si le bon déroulement administratif et/ou technique de l'appel à projets est perturbé par une cause échappant à la volonté de la région Guadeloupe, celle-ci se réserve le droit d'interrompre l'appel à projets.

Toute fraude ou non-respect du présent règlement pourra donner lieu à l'exclusion de l'appel à projets de son auteur.

## **ARTICLE 16 : RESPONSABILITÉ**

Tous les Participants déclarent être titulaires d'une responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable couvrant tous les dommages qui lui incombent du fait de ses activités dans le cadre du présent appel à projets et qui pourraient être causés par son fait.

La région Guadeloupe décline toute responsabilité en cas de dommages causés par un Participant dans le cadre la mise en œuvre de l'appel à projets et/ou lors de toute activité annexe directement ou indirectement liée au déroulement de l'appel à projets lui-même, à un autre Participant, à un tiers ou à tout matériel mis à sa disposition.

La région Guadeloupe ne saurait engager sa responsabilité en cas de force majeure ou d'évènements indépendants de sa volonté, qu'elle ait été obligée de procéder à la modification ou l'annulation de certaines manifestation relative à l'appel à projets.

## **ARTICLE 17 : ACCEPTATION DU RÈGLEMENT**

Le fait de participer au présent appel à projets implique l'acceptation de ce règlement dans toutes ses conditions et à la renonciation à tout recours contre les décisions de la région Guadeloupe.

## **ARTICLE 18 : MODIFICATION**

La région Guadeloupe se réserve le droit, pour quelle que raison que ce soit, de modifier, prolonger, écourter, suspendre ou annuler cet appel à projets, sans que sa responsabilité ne puisse être engagée de ce fait. Aucun dédommagement ne pourra être demandé par les Participant(e)s.

Toute difficulté qui viendrait naître de l'application ou de l'interprétation du présent règlement ou qui ne serait pas prévue par celui-ci sera tranchée en dernier ressort par la région Guadeloupe, de ce fait, toute modification ne peut donner lieu à une quelconque réclamation ou à un quelconque dédommagement.

La région Guadeloupe pourra annuler tout ou partie de l'appel à projets s'il apparaît que des fraudes sont intervenues sous quelle que forme que ce soit et notamment de manière informatique dans le cadre de la participation à l'appel à projets ou de la détermination des Participants.

## **ARTICLE 19 : LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le présent règlement est soumis exclusivement à la loi française.

En cas de contestation ou de réclamation, pour quelque raison que ce soit, les demandes devront être transmises à la région Guadeloupe dans un délai de deux mois après la clôture de l'appel à projets (le cachet de la poste faisant foi).

Tout différend né à l'occasion de l'appel à projets fera l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut d'accord, le tribunal compétent sera celui du domicile du défendeur.